

Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2014

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À MAYOTTE

Le climat des affaires s'améliore mais l'activité demeure faible

L'Indicateur du climat des affaires (ICA) progresse de 7,3 points au deuxième trimestre 2014 pour s'établir très légèrement au dessus de sa moyenne de longue période (+0,8 point). L'amélioration de l'ICA s'explique autant par les réalisations du deuxième trimestre que par les anticipations positives pour le troisième trimestre. Le niveau d'activité et les délais de paiement, nettement dégradés au premier trimestre, s'améliorent, tout comme les prévisions d'investissement, et contribuent à la progression de l'ICA.

Celle-ci, qui fait suite à une forte dégradation du climat des affaires au premier trimestre, ne traduit toutefois pas une confiance pleinement retrouvée des chefs d'entreprise. En effet, si le niveau de l'activité évolue positivement, il demeure cependant faible.

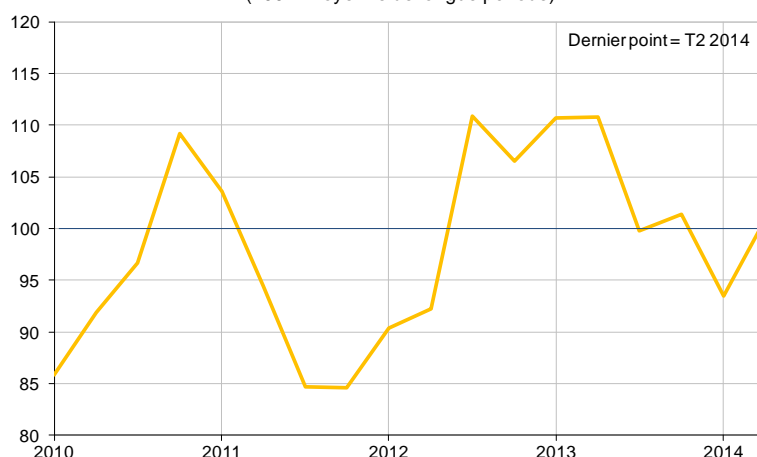
Le marché du travail continue de se dégrader. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi constatée au premier trimestre se poursuit et les offres d'emploi diminuent sensiblement.

La consommation des ménages, qui bénéficie d'une légère baisse des prix, confirme le regain entamé depuis plusieurs trimestres. Les perspectives d'investissement demeurent bien orientées.

Les importations augmentent de nouveau, portées principalement par les achats de biens destinés aux ménages. Les exportations, toujours marquées par une évolution erratique, s'inscrivent également en hausse après une baisse au premier trimestre.

L'activité sectorielle est globalement plus favorable qu'au premier trimestre à l'exception du commerce, dont la progression est freinée, et du BTP dont la situation s'est une nouvelle fois détériorée. Malgré l'amélioration du climat des affaires, les chefs d'entreprise prévoient une baisse de leur activité au troisième trimestre. Le manque de visibilité sur l'évolution de la situation économique à court terme continue de peser sur la confiance des professionnels, en dépit d'une meilleure orientation de leur opinion en matière d'investissement, de trésorerie et des charges d'exploitation.

Indicateur du climat des affaires à Mayotte
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

T
E
N
D
A
N
C
E
S

BONNE ORIENTATION DES ÉCONOMIES DES PAYS DE LA ZONE OCÉAN INDIEN

L'économie **sud-africaine** progresse au deuxième trimestre 2014, avec une hausse de 0,6 % (CVS) du PIB, après une contraction de 0,6 % au trimestre précédent. Cette hausse s'explique par une bonne orientation de l'activité dans les secteurs des transports et dans les services financiers.

Aux **Seychelles**, le nombre de touristes se stabilise au deuxième trimestre 2014, après avoir baissé de 2,7 % le trimestre précédent en glissement annuel. Par ailleurs, les importations de biens de consommation s'inscrivent en hausse, ainsi que les importations de biens d'équipement. Enfin, les exportations de produits de la pêche progressent de 8,8 %.

À **Madagascar**, l'activité économique continue de bénéficier du retour de la stabilité politique. L'encours des crédits à long terme octroyés au secteur privé progresse de 5,1 % à fin juin. Le nombre de créations d'entreprise poursuit la tendance haussière observée le trimestre passé. L'investissement en biens d'équipement reste bien orienté, avec une augmentation de 4,0 % des importations en biens d'équipement. La fréquentation touristique continue de se redresser, après une mauvaise année 2013 liée à un contexte d'insécurité.

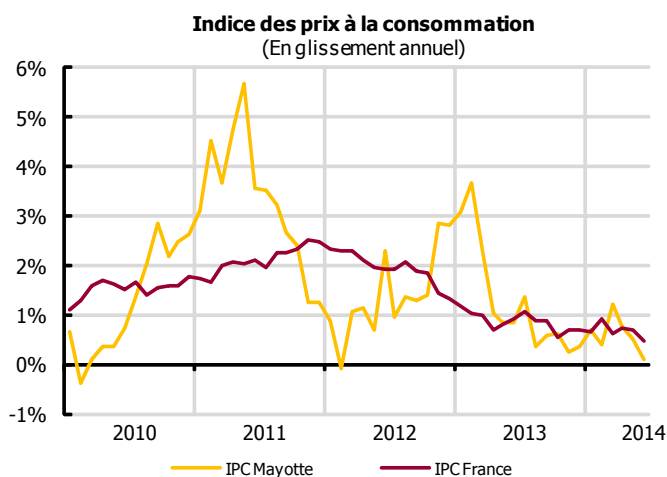
Aux **Comores**, l'encours de crédit au secteur privé se redresse pour le deuxième trimestre consécutif, avec une hausse de 6,9 % à fin juin 2014 par rapport à fin mars.

La croissance de l'économie **mauricienne** se maintient au premier trimestre 2014, avec une hausse de 0,5 %, après +0,3 % le trimestre précédent. La consommation finale, moteur de la croissance mauricienne, s'essouffle, alors que l'investissement continue de se redresser, notamment les investissements en biens d'équipement. Par ailleurs, les importations et les exportations se contractent.

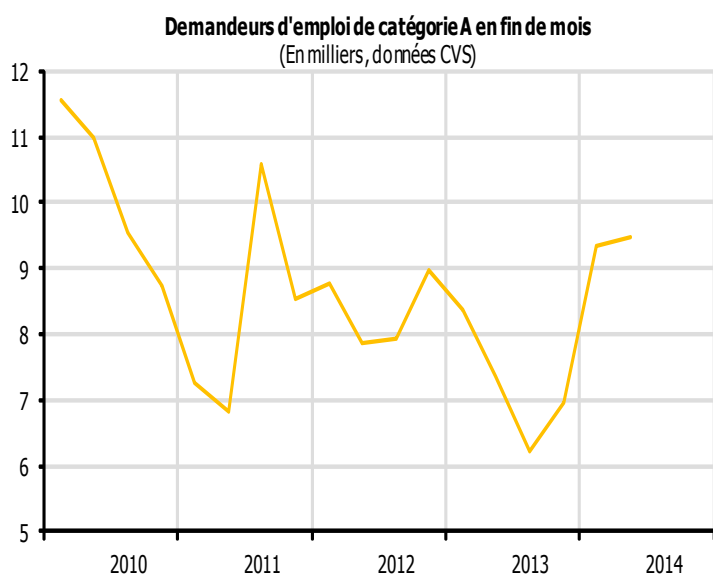
Légère baisse des prix à la consommation

Au deuxième trimestre, l'Indice des prix à la consommation (IPC) baisse de 0,3 %, après +0,5 % le trimestre précédent. Hormis les prix de l'énergie qui augmentent de 0,3 % et des services qui restent stables, tous les autres prix concourent à cette baisse générale des prix. Les produits manufacturés et alimentaires diminuent respectivement de 0,5 % et de 0,4 %.

Sur les douze derniers mois, l'IPC progresse très légèrement (+0,1 %), porté essentiellement par la hausse des prix alimentaires (+2,0 %) et, plus modestement, par celle des prix des services (+0,5 %). En revanche, les prix des produits manufacturés diminuent (-1,7 %) tout comme ceux de l'énergie (-1,6 %).



Dégradation du marché de l'emploi



Après une forte hausse au premier trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A (DEFM A) augmente de nouveau, mais de manière plus modérée, pour s'établir à 9 481 personnes au 30 juin 2014 (+1,5 %, données CVS). Cette évolution affecte plus fortement les femmes (+7,8 %) que les hommes (+2,3 %). La catégorie des demandeurs de moins de 25 ans est la seule qui s'améliore (-1,8 %) tandis que celles des personnes âgées de 25 à 49 ans (+9,1 %) et de plus de 50 ans (+6,4 %) progressent nettement.

Alors que la demande d'emploi augmente, Pôle emploi enregistre 548 offres d'emploi sur le trimestre, soit une baisse de 30,5 % (CVS), témoignant d'un marché de l'emploi mal orienté au deuxième trimestre 2014.

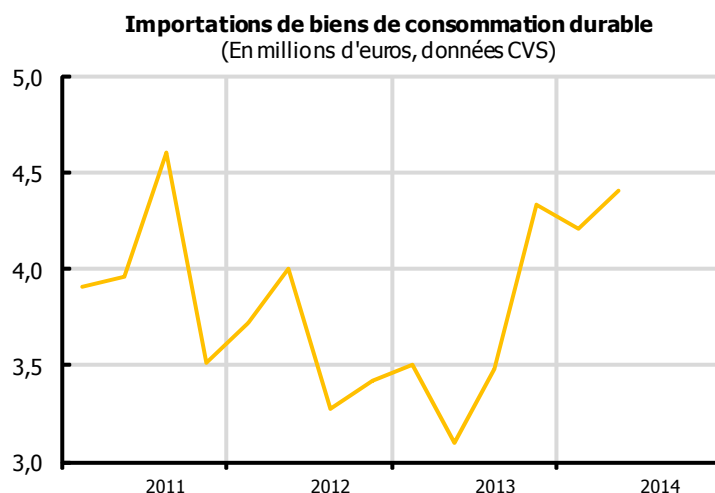
La demande d'emploi augmente fortement en glissement annuel (+28,5 %), pour toutes les catégories, mais particulièrement pour les personnes de moins de 25 ans (+82,6 %) et les hommes (+59,4 %).

Parallèlement, le nombre d'offres d'emploi augmente de 56,6 % sur un an.

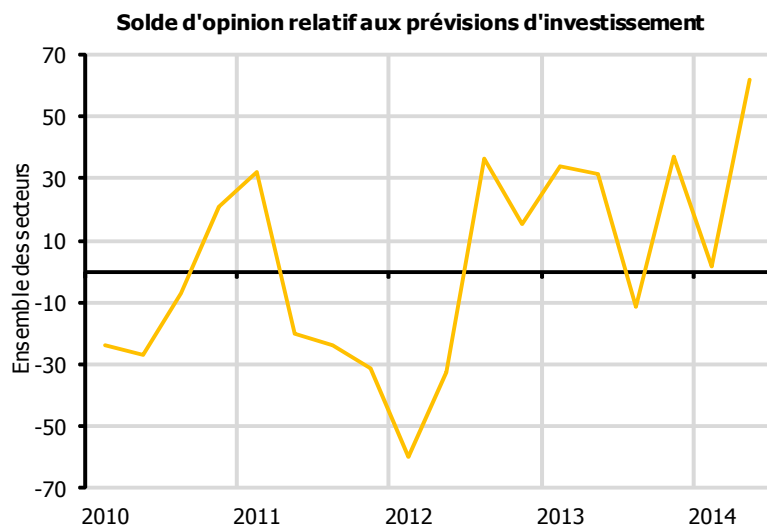
La consommation des ménages reste dynamique

La consommation des ménages reste dynamique comme l'atteste l'orientation favorable des principaux indicateurs suivis au deuxième trimestre. Ainsi, les importations de biens destinées aux ménages sont en hausse, notamment les produits courants (+4,3 %, CVS) et les biens d'équipement du foyer (+4,7 %, CVS). Le marché de l'automobile bénéficie également d'une augmentation de 5,6 % (CVS) des immatriculations de véhicules neufs. Enfin, l'encours bancaire des crédits à la consommation enregistre une forte hausse (+12,3 %) pour atteindre un nouvel encours record à 131,1 millions d'euros.

En revanche, les indicateurs de vulnérabilité des ménages se dégradent sur le trimestre : le nombre de personnes physiques interdites bancaires augmente de 3,2 % et les retraits de cartes bancaires de 3,6 %.



Redressement des prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, données CVS

Les intentions d'investir se redressent, portées essentiellement par les grandes entreprises. Ces dernières déclarent en majorité investir pour renouveler leurs outils de production, mais certaines d'entre elles préparent aussi des projets d'extension de leur activité.

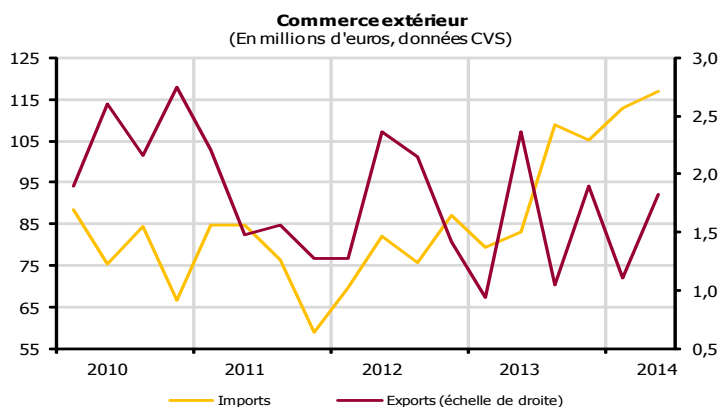
Toutefois, les principaux indicateurs relatifs à l'investissement ne sont pas tous orientés dans le même sens. Ainsi, les encours bancaires de crédits à l'investissement enregistrent une légère hausse de 0,9 % (+7,3 % sur un an).

En revanche, les importations de biens d'équipement professionnel et de biens intermédiaires chutent respectivement de 34,2 % (CVS, -13,0 % sur un an) et de 4,3 % (+28,6 % sur un an), et les encours bancaires de crédits à l'habitat se replient de 3,2 % (-5,7 % sur un an).

Nouvel accroissement des importations

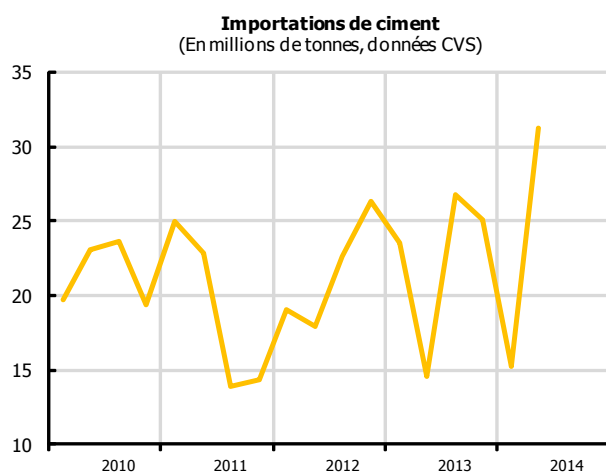
Après la hausse du premier trimestre, les importations augmentent de nouveau au deuxième trimestre pour atteindre 116,8 millions d'euros (+3,4 %, CVS). Les biens destinés aux ménages portent essentiellement cette tendance. Ainsi, les importations de produits courants augmentent de 4,3 % et celles de biens d'équipement du foyer de 4,7 %. En revanche, les achats de biens d'équipement professionnel et de biens intermédiaires chutent respectivement de 34,2 % et 4,3 %.

Après avoir subi une baisse au premier trimestre, les exportations enregistrent une hausse de 64,3 % au deuxième trimestre pour s'établir à 1,8 million d'euros.



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

UNE ACTIVITÉ EN PROGRÈS MAIS FAIBLE



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

L'activité du deuxième trimestre, hormis dans les secteurs du commerce et du BTP, progresse, mais demeure toujours à un niveau faible.

Dans le secteur primaire, le **secteur aquacole** rend compte d'une reprise timide des exportations de poissons après deux trimestres nuls. Avec 4,4 tonnes de poissons d'élevage exportés, les volumes demeurent cependant faibles (-84,1 % en glissement annuel). Le secteur de **l'ylang-ylang** reste en proie à des difficultés de structuration et les exportations sont nulles pour le sixième trimestre consécutif. Les importations **d'espèces avicoles** augmentent de 19,0 % sur le trimestre.

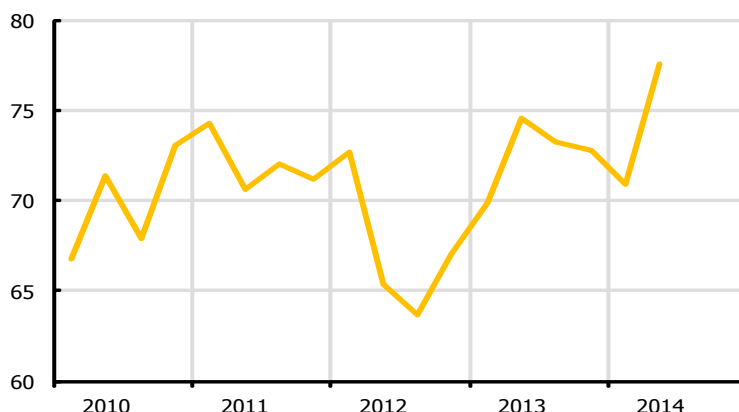
Dans le **secteur du BTP**, les chefs d'entreprise déplorent une nouvelle diminution de leur volume d'activité. Les prévisions optimistes déclarées au premier trimestre ne se concrétisent pas. Le niveau de la commande, publique comme privée, chute. Les encours de crédit à l'habitat des ménages se replient pour le troisième trimestre consécutif (-3,2 % sur le trimestre et -5,7 % sur un an). La hausse exceptionnelle des importations de ciment (+104,2 %, CVS) indique plus un rattrapage, suite à une forte diminution au premier trimestre, qu'une réelle relance de l'activité sectorielle.

Dans le secteur du **commerce**, le rétablissement de l'activité est freiné, après plusieurs trimestres d'amélioration. Malgré la progression de la consommation des ménages, les chefs d'entreprise du secteur notent une légère baisse d'activité. Les commerçants restent toutefois optimistes et prévoient une activité mieux orientée au troisième trimestre.

L'activité dans le secteur des **services marchands** repart nettement à la hausse après une forte dégradation lors des deux derniers trimestres. Cette progression s'accompagne d'une augmentation des intentions d'investir, mais ne permet cependant pas aux chefs d'entreprise de recouvrer une pleine confiance pour l'activité à venir dont les prévisions sont pessimistes au prochain trimestre.

L'**activité touristique** bénéficie ce trimestre d'une hausse du trafic aérien à l'aéroport de Dzaoudzi. Le nombre de passagers augmente de 9,4 % (CVS) et le nombre de vols de 11,9 %.

Trafic de passagers à l'aéroport de Dzaoudzi
(En milliers de passagers, données CVS)



Source : Aéroport de Mayotte, désaisonnalisées par l'IEDOM

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE INÉGALE

La croissance mondiale a marqué le pas au premier trimestre 2014, le taux de croissance annuel s'inscrivant à +2,8 % contre +3,8 % au deuxième semestre de 2013. Le FMI a ainsi révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2014, dans un contexte d'aggravation des risques géopolitiques et de perspectives moins optimistes de plusieurs pays émergents. Après +3,2 % en 2013, la croissance mondiale atteindrait 3,4 % en 2014 puis 4 % en 2015.

La croissance économique a rebondi au deuxième trimestre 2014 aux États-Unis après le ralentissement enregistré au premier trimestre, dû à une importante correction des stocks et un hiver rigoureux. Les perspectives de l'économie américaine demeurent favorables, du fait d'un rééquilibrage budgétaire plus modéré et d'une politique monétaire accommodante. La reprise de l'investissement devrait être limitée. Le FMI a de nouveau abaissé sa prévision de croissance aux États-Unis à +1,7 % en 2014 après +1,9 % en 2013.

Le PIB de la zone euro est resté stable au cours du deuxième trimestre 2014 après une progression de 0,2 % au trimestre précédent. En particulier, le PIB de l'Allemagne a baissé de 0,2 % au deuxième trimestre en raison d'une contribution négative du commerce extérieur et de la baisse des investissements. Selon le FMI, les risques baissiers demeurent préoccupants. Des chocs défavorables pourraient causer une inflation durablement faible ou une baisse des prix. Après deux années de contraction du PIB, le rythme de croissance passerait à 1,1 % en 2014 mais resterait inégal dans la région.

La France a vu son PIB en volume stagner au deuxième trimestre 2014, comme au premier trimestre. Cette évolution s'explique, à l'instar de l'Allemagne, par un nouveau recul de l'investissement des entreprises et un ralentissement des exportations. Le FMI prévoit une croissance de 0,7 % en 2014 après +0,3 % en 2013.

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement devrait légèrement ralentir, à +4,6 % en 2014 et serait suivie d'un rebond à +5,2% en 2015. En particulier, le ralentissement progressif des performances de l'économie chinoise s'explique par un fléchissement de la demande intérieure lié à la maîtrise de l'expansion du crédit. La croissance devrait également ralentir fortement en Russie, les tensions géopolitiques affaiblissant la demande. Dans les autres pays émergents, le repli de la demande explique une moindre progression de l'investissement et un ralentissement de la croissance.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : Y. MAYET

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : septembre 2014 – Dépôt légal : septembre 2014 – ISSN 1952-9619